



REPUBLIQUE DE GUINEE
ASSEMBLEE NATIONALE

Le Président

Conakry le 18 juin 2008

SO.....076...../PAN/2008

A Son Excellence Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement

Monsieur,

Le Bureau de l'Assemblée Nationale souhaiterait attirer votre attention, comme vous devez le savoir, sur la lettre n° 0188/PRG/SPG/SP/ du 22 mai 2008 de Monsieur le Secrétaire Général à la Présidence portant notification de griefs mettant en cause la concession minière de Rio Tinto.

Ladite lettre prétend en des termes très équivoques que « suite à un contrôle de légalité des services compétents de la Présidence de la République, il apparait que le Décret n° D-2006/008/PRG/SGG, du 30 mars 2006 qui accorde à votre société une Concession minière pour l'exploitation du minerai de fer du Mont Simandou est entaché d'irrégularités qui obligent son auteur à le reconsidérer. » Plus loin elle développe que ces irrégularités tiennent aussi bien à forme qu'au fond.

L'Assemblée Nationale n'a donné l'onction légitimatrice au projet Rio Tinto par sa ratification qu'après que le gouvernement ait déposé à la suite de tout le travail technique. Ce qui suppose que le contrôle de légalité dont il est question est un contrôle à priori qui devait se faire pendant l'étude des services techniques et un contrôle administratif à posteriori après ladite étude. C'est seulement à la suite de cette procédure interne à l'administration centrale que ledit dossier devait être porté devant notre institution. Un projet déposé après ces préalables bénéficie d'une présomption irréfutable de légalité à notre entendement.

C'est pourquoi, en ce qui concerne l'Assemblée Nationale, le projet Rio Tinto est et demeure légal aussi bien dans sa forme que dans son fond.

Par ailleurs, Monsieur le Premier Ministre, en certaines circonstances, les temps valent mieux que les choses, en effet, dans le contexte actuel de notre pays, il faut réaliser clairement l'idée que certains actes du gouvernement pourraient entraîner des effets pervers incalculables sur l'image de notre pays.



La signature de la plupart des contrats miniers et l'installation de grandes sociétés telles que Rio Tinto ont suscité l'espérance d'une société plus stable, d'une économie plus prospère et plus libre, mais aujourd'hui, des appréhensions sérieuses commencent à se faire sentir quant à la sécurité et au maintien des droits légitimement et légalement acquis de nos partenaires.

Dans le contexte national et international actuels, notre pays reste économiquement largement tributaire pour sa croissance d'apports extérieurs, donc de son image. Or, le réalisme nous fait observer que les mouvements des capitaux n'obéissent pas à des impulsions philanthropiques ou sentimentales, mais à des motivations rationnelles fondées sur le profit, mais aussi sur des risques tenant à l'instabilité politique et sociale et à l'insécurité juridique.

Vous conviendrez que pour sortir de cette situation, une riposte nationale est indispensable.

Il est temps de mettre un terme au caractère heurté et peu valorisant de certaines pratiques et pour cause. La Guinée est victime de l'image d'instabilité que l'on donne d'elle. La présente démarche du Bureau de l'Assemblée Nationale est une réaction à cet héritage réducteur. Pour cela, il s'agira très rapidement pour le Gouvernement d'œuvrer pour sécuriser nos partenaires ce qui permettra d'offrir un meilleur éclairage et par là même enrichir le regard que l'on porte sur notre pays et de le rendre apte à dépasser les préjugés que l'on a de lui.

Il faut que l'ensemble des acteurs politiques administratifs et économiques prennent conscience que la Guinée est au début de la phase, toujours extrêmement pénible, du changement et quel que soit le niveau de nos ressources naturelles, l'aide internationale, l'investissement, le développement ne peuvent s'opérer qu'au prix de mesures attractives pour les capitaux et le transfert de technologie, et l'intégration dans le marché international qui offre de meilleures conditions en ce moment compte tenu de l'envolée des prix des métaux de base.

Monsieur le Premier Ministre, nous avons conscience de l'immensité des défis à relever qui sont simultanés et cumulatifs C'est en espérant que vous prendrez en toute urgence les mesures utiles à l'effet de la présente démarche que le Bureau de l'Assemblée Nationale vous prie d'agréer l'expression de ses sentiments distingués.



Elhadj Aboubacar SOMPARE